

intervenants. En outre, durant les discussions qui ont précédé la rencontre de Doha et à Doha même, il est devenu tout à fait évident que, pour bonifier l'entente en faveur des pays en développement (et notamment des pays les moins développés), les membres les plus riches de l'OMC devraient offrir non seulement une aide technique liée au commerce, mais ouvrir l'accès aux marchés pour les textiles, le vêtement et les produits agricoles.

Même si ces pays plus riches, favorables au multilatéralisme, ont dû faire des calculs beaucoup plus complexes que lors des rondes précédentes pour déterminer comment et pourquoi ils profiteraient d'une nouvelle ronde de négociations, et à la veille d'une séance où il leur faudrait s'engager à accroître l'aide au développement, ces pays se sont comportés comme l'auraient fait des pays multilatéralistes convaincus.

Que peut-on entrevoir pour Kananaskis?

Outre l'accent mis habituellement sur les perspectives de croissance économique à court terme, les rencontres du Groupe des Sept/Huit (G7/8) ont aussi tendance à traiter des questions politiques et économiques auxquelles est confrontée la collectivité mondiale, entre autres les questions de commerce multilatéral et les questions systémiques de gouvernance internationale.

Bien que l'OMC et le G7/8 soient tous les deux importants sur le plan de la gouvernance mondiale, le contraste entre les deux entités ne saurait être plus marqué :

- Alors que le pouvoir institutionnel de l'OMC découle de l'influence qu'il exerce sur le commerce mondial, le poids économique du G7/8 provient de son influence sur les finances mondiales, exercée en bonne partie par l'intermédiaire de ses agences d'exécution que sont le FMI et la Banque mondiale — deux institutions essentiellement dirigées par leurs actionnaires — et au moyen d'autres instruments financiers internationaux.